

MAROC *informations*

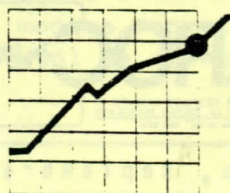
BULLETIN DU COMITE FRANÇAIS D'AMITIE ET
DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE MAROCAIN

59, RUE DE LA FONTAINE-AU-ROI - 75011 PARIS

N° HORS SERIE - Prix: 20 F

injustices et complaisances

regards sur l'endettement du maroc



injustices et complaisances

regards sur l'endettement du maroc

Le Maroc dispose de ressources économiques considérables: gros exportateur de phosphates, d'agrumes, de tomates et de produits de la pêche, il a conclu des accords commerciaux avec de très nombreux pays, y compris ceux de l'Est. Mais il est prioritairement fournisseur de la CEE avec laquelle il renégocie actuellement de nouveaux accords de pêche et auprès de laquelle il a déjà formulé deux demandes d'adhésion (la dernière vient à nouveau lui être refusée en Juillet dernier), pour écouler son importante production.

Alors, d'où vient son surendettement ? Pourquoi les pays occidentaux continuent-ils de donner des ballons d'oxygène par des rééchelonnements répétés, notamment la France? Vers quels secteurs sont orientés ces crédits et quel est leur contenu social; autrement dit, quelles sont les couches sociales qui en profitent? Quels sont la nature et le degré de la dépendance du Maroc vis-à-vis des pays occidentaux? Surproduction de l'argent sur les marchés financiers internationaux sur fond de spéculation d'une part -, manque dramatique de devises des pays endettés d'autre part. Pourquoi ce déséquilibre ?

Les notions de pays pauvres et de sous-développement s'appliquent bien au Maroc si l'on regarde le niveau de vie de la population, et à plus forte raison, celui du nombre de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté (40 %). Le Maroc fait partie du continent le plus endetté où il figure au 15^e rang. Les économistes et financiers disposent de mesures précises pour évaluer cette pauvreté qu'ils traduisent en chiffres éloquentes, en tableaux comparatifs, en pourcentages, en ratios et en taux de croissance ou de régression. Ces statistiques de la pauvreté donnent le vertige et procurent un profond sentiment d'acablement. Ainsi, le pouvoir d'achat du petit agriculteur, de l'instituteur, de l'ouvrier des mines ou de la "petite bonne" se retrouve, calculé en moyenne annuelle, sur les bureaux des conseillers du FMI qui doivent évaluer la marge des mesures de restrictions qu'ils peuvent fixer sans "prendre de risques de troubles sociaux". Les facteurs humains ne sont pas pris en compte; il s'agit avant tout de sauvegarder "l'équilibre" (dit: déséquilibre) monétaire mondial. Par contre, les chiffres des gros revenus et des fortunes immenses ne sont jamais publiés...

ENDETTEMENT = PAUVRETE ?

Pas forcément ! Le Maroc est un pays riche qui pourrait nourrir plus d'habitants qu'il n'en compte aujourd'hui. La dette extérieure n'est rien qu'un jeu d'écritures recouvrant en premier lieu la notion de trésorerie exprimée en devises étrangères. C'est comme le découvert en banque d'un particulier qui doit emprunter pour régler ses factures. Est-il pour autant forcément "pauvre"? Peut-être gère-t-il tout simplement mal ses revenus ? Certains pays endettés s'en sortent mieux que d'autres. Mais devenir de plus en plus débiteur au point d'être amené à amputer ses propres capacités de productivité n'est pas une fatalité: qu'en est-il du Maroc ?

De 1970 à 1980, la dette extérieure du Maroc a été multipliée par dix. Aujourd'hui, le pays doit 18 Milliards à ces créanciers, y compris le service de la dette. Avec 25 Millions d'habitants, cela fait 720 dollars pour chacun, hommes, femmes et enfants, c'est plus que le revenu moyen annuel. Répartie sur la seule la population active, cela fait des milliers de dollars par travailleur à produire en plus; production supplémentaire qui doit rentrer dans la concurrence internationale effrénée en matière d'exportation. Car la dette se règle en devises.

L'une des thèses du capitalisme économique, selon laquelle 'l'argent produit de l'argent', n'est que

partiellement vrai au Maroc, car les détenteurs des grands capitaux, l'Etat, la famille royale et la bourgeoisie, ne cherchent pas à le faire fructifier au profit d'une croissance économique nationale. Les sources de revenus des classes possédantes et le genre de placements sont essentiellement de type spéculatif. Autant dire que l'hypothèse d'école est totalement chimérique, et de toute façon, la politique menée au Maroc ne le permet pas, à moins de vouloir favoriser un bouleversement total de l'actuelle politique de "développement". Le circuit économique des biens et services, au lieu de s'effectuer sur l'ensemble du pays, se déroule dans un "sous-circuit" limité aux riches et laissant le reste du pays dans le sous-développement grandissant.

Le mal dont souffre l'économie marocaine est que son développement n'est pas conçu comme un progrès pour tous, bien au contraire. L'absence de démocratie marque l'ensemble des initiatives tant dans le domaine des investissements publics, de l'industrialisation que de l'agriculture.

DES INVESTISSEMENTS ABSENTS OU INEFFICACES

* Infrastructure: La plupart des investissements d'infrastructure consentis en particulier aux moyens de communication ont été effectués "à côté des besoins de production en réalisant l'intégration au marché mondial au détriment de l'intégration inter-régionale sans effet d'entraînement sur les activités directement productives. Sans tenir compte des besoins de la population en matière d'énergie, de transport, de logement, de qualification professionnelle, de mécanisation, pour créer des industries. Les dépenses d'infrastructure correspondent avant tout aux besoins luxueux de la petite minorité de privilégiés (autoroutes, aérodromes...). Il s'agit plus de consommation de prestige que d'investissements répondant à une demande interne de la population.

* Secteur Public: L'état qui possède la quasi totalité des secteurs de base tels l'énergie, les transports, les PII, les mines et une grande partie des entreprises industrielles d'une certaine taille (chimie, mécanique, cimenteries, sucreries) réalise également la quasi totalité des projets d'investissement. Cependant, le secteur public est marqué par l'incapacité à s'organiser et à prévoir. L'absence complète de définition d'objectifs de développement par l'état fait que les entreprises ne maîtrisent pas la réalisation de leurs projets. La mauvaise rentabilité est due.

entre autre, au fait que les prix et les marges sont fixés par le gouvernement. Les dirigeants sont nommés par le roi selon les critères d'appartenance tribale qui suppose l'allégeance totale au Palais et à ses directives confidentielles. Dans la mesure où les profits alimentent la caisse noire du Palais pour financer des palais somptueux, les dépenses de la famille royale et les nombreuses fêtes tant appréciées par les hommes politiques des pays amis, on peut parler d'un troisième secteur d'économie au Maroc, non pas de celui de l'économie sociale, mais de celui de l'économie royale.

* Pour ce qui est du secteur textile, les investissements durant les 11 premiers mois de 1986 ont augmenté: plus de 22% pour l'ensemble des dossiers agréés. Mais on constate de fortes inégalités selon les branches; certaines sont en hausse, d'autres en baisse. Et la concurrence est extrêmement vive avec les pays du Sud-Est Asiatique. Cette industrie est marquée par une qualification insuffisante du personnel due à la faiblesse de la formation professionnelle. Il faut mentionner également l'accord d'autolimitation des exportations vers la CEE qui a été renouvelé pour deux ans jusqu'au 31.12.89. En plus, ce secteur souffre d'un retard important en matière de technologie: les patrons marocains disent que dans certaines branches, il faudrait changer les machines tous les 3 ans; or le parc marocain a dans l'ensemble dix ans.

L'INDUSTRIALISATION: QUEL AVENIR ?

Bien que la priorité de l'industrialisation soit affirmée par les Plans quinquennaux successifs l'absence d'objectifs clairs et de formation de cadres et de techniciens, l'étroitesse du marché intérieur et le manque de liens avec les autres secteurs productifs, font que les intentions restent lettre morte et ces projets sont ainsi repris par des sociétés occidentales en important leurs technologies modernes et techniciens qualifiés.

L'euphorie des années 70 avec le quadruplement rapide des prix du phosphate et la multiplication des investissements qui a suivi dans toute l'économie marocaine, a démultiplié la demande et d'importants investissements ont été réalisés. Mais ce développement amorcé a subi les effets néfastes de la chute brutale des prix des matières premières et il a y eu un ralentissement généralisé des investissements.

Quelle est aujourd'hui l'industrie qui marche bien au Maroc? Essentiellement une industrie manufacturière (17% de la production en 83, contre 27% au Brésil), une industrie composée surtout de PME, voire de petits et de très petits ateliers. Etant donné leur taille, les PME ne peuvent à elles seules impulser un développement industriel (coûts énergétiques trop élevés). Une industrie aussi de sous-traitance dont certains secteurs ont été sacrifiés aux pratiques des usines clés-en-mains. Une industrie dont certains secteurs n'utilisent leur capacité de production qu'entre 30 et 50%, une industrie dont le marché local reste très étroit (50% de leurs activités, voire 10 à 20% pour d'autres). Pourtant des secteurs se développent: textile, l'assemblage, surtout électronique, la pharmacie.

L'AGRICULTURE

Le secteur agricole marocain fait travailler 45% de la population active, mais ne réalise que 17% du PNB. Depuis 1965, l'Etat a consacré des ressources considérables à l'irrigation et construit 32 barrages (60% des investissements agricoles). Or seuls 15 à 20% des agriculteurs - les grands propriétaires - et 6% des terres cultivables sont concernés. Le coût à l'hectare des grands travaux hydrauliques étant très élevé, les cultures spéculatives sont les seules à pouvoir partiellement rentabiliser cette concentration. Par contre, 20% seulement des investissements étaient consacrés à l'agriculture en sec qui recouvre pourtant 7 millions d'hectares (90% de la surface agricole utile) et est censée assurer l'alimentation de la population. Depuis 1980, l'Etat cherche à réduire sérieusement ses engagements. Les autorités marocaines ont fait le choix de s'approvisionner en denrées de base sur le marché mondial, excédentaire. ce qui leur permet de maintenir de faibles coûts salariaux étant donné que les produits importés coûtent moins cher que ceux produits sur place.

Alors que le déficit vivrier au Maroc atteint un niveau préoccupant, la politique agricole est tournée délibérément vers l'exportation, et ce depuis le Protectorat, où, grâce à la monoculture céréalière le Maroc était le grenier à blé de la métropole. Avec le développement des agrumes et des tomates, le Maroc devient le verger de l'Europe, mais ces nouvelles cultures continuent à être financées par les capitaux de la métropole. Après l'indépendance le Maroc opte clairement pour le financement extérieur de son "développement" agricole et c'est la Banque Mondiale qui prend le relais en partie en fixant les conditions d'octroi

de prêts et leurs orientations: essentiellement les zones irriguées et les cultures d'exportation, bien qu'à partir de 1973 elle ait soutenu aussi la paysannerie moyenne.

DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

POUR UNE AGRICULTURE D'EXPORTATION

Depuis le Protectorat, le Maroc ne cesse de s'adapter aux exigences de la CEE et aux investissements extérieurs coûteux. A titre d'exemple, la culture sous serre des tomates et l'imposition d'un calendrier strict de cette production pour exporter des tomates toute l'année, n'a pas empêché la chute des exportations, notamment depuis l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Le plan "primeur" mis en place et financé à 63% par la Banque Mondiale, n'a pas permis d'empêcher la régression des exportations (20% par rapport à 1976-1977) ni de freiner la perte relative du marché communautaire détenu par le Maroc.

Il va de soi que ce type de politique ne favorise pas l'autosuffisance alimentaire, bien au contraire, il contribue à accroître la dette et la dépendance technologique (la mécanisation agricole dépend presque exclusivement de l'étranger). Cette politique coûte très cher aux marocains, et est faite pour générer les précieuses devises plutôt que de nourrir. L'autosuffisance alimentaire - pourtant prônée par les autorités n'est pas pour demain! Qu'en sera-t-il dans 20 ans, lorsque la population aura doublé?..

Il est sans précédent que l'épargne brute des entreprises reconstituée par la désinflation et la déréglementation, soit orientée vers l'achat d'actifs financiers plutôt que vers l'investissement productif.

Dès lors, commenter les déficits tout aussi chroniques que croissants des différentes balances qui reflètent les soldes comptables des échanges avec l'étranger, ou celui du budget national devient un pur exercice de style pour les experts économiques et financiers, car ils cachent une réalité bien plus grave: celle d'un gaspillage des ressources humaines et matérielles du pays dans le seul but de donner les moyens à une minorité d'appartenir au beau monde occidental par son train de vie et ses relations.

Dévaluer la monnaie, privatiser le secteur de l'Etat, accroître les exportations et les investissements étrangers, réduire les importations, telles sont les grandes orientations de la politique économique marocaine, dictées par les exigences du FMI. Trouver par tous les moyens des devises dans le but de retrouver un peu de confiance auprès des créanciers et obtenir de nouveaux prêts.

DES PRIVATISATIONS TOUS AZIMUTS

Le Maroc subit actuellement une tragique mutation économique qui prend la forme d'une privatisation tous azimuts conduite par les capitalistes locaux à la tête desquels se trouve Hassan II lui-même, et par les investisseurs étrangers. La privatisation touche l'ensemble des richesses marocaines (y compris celle de son sous-sol), sauf tout ce qui entre dans la "chasse gardée du roi", comme l'Office Chérifien des Phosphates, l'Omnium Nord-Africain ou des terres agricoles innombrables parmi les plus riches. Pour qu'elle s'effectue dans les meilleures conditions, les marocains ont été appauvris par la dévaluation du dirham et par l'élévation du coût de la vie qui résulte de la diminution constante des sommes allouées au soutien des prix es produits de première nécessité.

Que peut-on privatiser ? tout: sucreries, régies de distribution d'eau et d'électricité, grands offices (R.A.M., COMONAV, transports, travaux municipaux, etc...).

Certains craignent que cette privatisation ne profite qu'à quelques uns, comme c'était le cas de la "marocanisation" des années 70, en l'occurrence, les grands groupes financiers, qui en tiraient tout le bénéfice; des achats de gré à gré se multipliant avant même que la concertation prévue ne soit engagée.

Certaines banques étrangères ont entrepris de vendre à bas prix leurs créances sur le tiers monde, suivant en cela une indication déjà ancienne des organismes internationaux. Le schéma est le suivant: les banques privées vendraient leurs créances à des entreprises étrangères, lesquelles achèteraient des entreprises marocaines mises en vente, surtout celles d'une dimension échappant aux possibilités du secteur privé marocain: du même coup, elles opèrent un transfert de technologies.

"Une meilleure gestion des 300 entreprises publiques ou semi-étatiques équivaldrait, pour le Maroc, à une économie de 4 Milliards de dirhams" (discours du roi du 6.11.86). L'état vendra en priorité des entreprises déficitaires, par exemple l'Office de Développement Industriel ou l'Office des Chemins de Fer, et conservera des participations dans certains établissements. Pour attirer des capitaux étrangers, le gouvernement devra tenir compte des perspectives de viabilité des "nouvelles" entreprises dans le secteur concurrentiel (rentabilité avant service public!').

Jusqu'à présent, les autorités marocaines agissent avec prudence, elles ont ouvert certains marchés aux investisseurs privés locaux avec le double objectif: intéresser ces derniers aux privatisations à venir et décourager les résistances individuelles.

En 1983, la Régie des Transports de Casablanca et celle de Rabat ont perdu leur monopole, la gestion de plusieurs hôtels de Casablanca et l'hôtel de la Tour d'Hassan II à Rabat a été confiée au secteur privé, l'Office Commercial des Exportations a été privatisé en Septembre 86 (avec une réduction de l'effectif de 500 personnes). Enfin, la Banque Marocaine du Commerce Extérieur a perdu ses activités de couverture de risques politiques et commerciaux à l'étranger.

Le 6.11.86, le roi a mis en garde contre toute tentative de résister à la réalisation de ces opérations. Ses propos s'adressent aux familles qui ont tissé des liens étroits dans l'administration et dont les membres sont à la fois des hauts fonctionnaires et des dirigeants d'entreprises.

En l'absence de réforme fiscale et de textes devant réorganiser la profession des experts comptables, le transfert d'entreprises au secteur privé risque de se traduire par une fuite importante de capitaux.

NOUVEAU CODE DES INVESTISSEMENTS :

UNE TENTATIVE DE SEDUCTION

Depuis le mois d'Avril 86, le Maroc a relancé la coopération avec son principal investisseur étran-

ger, la France, tâche qui a été confiée au secteur privé marocain, à la Confédération Générale des Entreprises Marocaines. (Comparé au total des investissements au Maroc, la part étrangère représente 12-13% dont 7% pour la France). Cette coopération bénéficie des dispositions du Code des Investissements, en particulier le libre transfert des dividendes à l'étranger et du capital en cas de liquidation. En Mai 86, la CGEM a signé une convention d'aide aux investisseurs avec le CNPF par l'intermédiaire du CEPIA (Centre de Promotion Industrielle en Afrique). D'après cet accord, les deux organismes recherchent sur leur territoire respectif des partenaires susceptibles de réaliser en commun des projets au Maroc.

Malgré les avantages des codes, les entreprises privées, essentiellement européennes d'ailleurs, ne viennent que dans la confection où elles ont représenté en 1985 40% des investissements réalisés, et bien qu'une circulaire de l'Office des Changes vienne d'accroître les avantages dont elles pourraient disposer, les investissements étrangers (qui avaient doublé entre 1982 et 1983) stagnent. Encore ne s'agit-il, le plus souvent, que d'entreprises étrangères déjà installées au Maroc.

QU'EN PENSE LA PATRONAT MAROCAIN ?

La cherté du crédit assorti de mesures décourageantes (ristourne), l'immobilisme de la Banque du Maroc qui ne diffuse même pas les grilles de variations des taux du dirham, qui ne devraient pas être un secret, les pesanteurs administratives et tracasseries de tous ordres, les coûts de l'énergie, des matières premières renchérissantes par la chute du dirham, dont le flottement actuel est aberrant; manœuvres procédurières - tels sont les handicaps ressentis par le patronat marocain.

Selon lui, **"l'argent au Maroc n'est pas dans l'industrie, mais dans la spéculation et le commerce.** Mais le patronat ne veut pas effaroucher le pouvoir. La pression fiscale n'est pas très élevée dans l'ensemble, mais lourde dans l'industrie.

"Le développement des marchés financiers détourne-t-il l'argent de l'industrie? Peut-être. Mais l'objectif est de s'enrichir."
(Thierry Tuffier)

LES EXPORTATIONS: LE GRAND DESEQUILIBRE

Il est vrai que l'exportation industrielle a pu améliorer ses performances jusqu'à représenter 21% de l'ensemble de la production du secondaire et 51 % de l'ensemble des exportations. Depuis 1980, elle marque une augmentation constante. Mais le retard technologique par rapport à d'autres pays reste insurmontable et échappe complètement aux bureaux d'études et de conseils marocains qui ne participent que pour 5% au marché marocain, les bureaux d'études étrangers se partageant le reste.

Tous les exportateurs vivent avec l'objectif de doubler leurs résultats d'ici 1992. ce qui est peu de chose, puisque le Maroc part de très bas: pendant que le Maroc exporte pour 1 Milliard \$, la Corée en exporte pour 35 Milliards \$!!

D'ailleurs, la progression des exportations en général n'est que financière et si les recettes ont été multipliées par 410%, les volumes ont stagné, ce qui montre bien que c'est essentiellement la chute du dirham, imposée par le FMI, en est la cause, en valeur réelle et en dirhams de 1980, l'augmentation ne serait pas de plus de 5 à 10% entre 1980 et 1985.

Cette industrie exportatrice reste fragile: en 1986, elle représente 46 % des importations. Pour exporter en 1985 10.9 Milliards de dirhams, il faut importer 21 Milliards de dirhams. Il y a une trop grande dépendance vis-à-vis de l'étranger, que ce soit pour les biens d'équipements, pour les matières premières ou pour les demi-produits. 43% de l'industrie nationale ne fait que transformer ce qu'elle doit acheter à l'extérieur, et tout investissement industriel induit une demande d'importation de 60% de son montant. Les importations sont trop lourdes par rapport aux exportations et annulent donc, au plan des équilibres financiers, les efforts faits en conséquence.

LE CONSENTEMENT MUTUEL

La France apporte une aide considérable au Maroc. Tout en soutenant son économie défaillante, elle y préserve ses intérêts économiques. tant du côté public que privé.

Quelque soit le gouvernement, les relations étroites et amicales semblent curieusement toujours se situer au delà des questions brûlantes des droits de l'homme. de la répression et de l'asservissement de la population ainsi que de la situation problématique des 400 000 immigrés marocains en France. Les relations entre les chefs d'état et responsables politiques respectifs sont immanquablement qualifiées d'excellentes et les éloges réciproques, à l'occasion de rencontres organisées avec un faste grandios, empruntent un vocabulaire surprenant qui semble ne rien avoir avec la dure réalité des problèmes.

Etonnant est également le fait que les relations réciproques soient souvent définies comme étant "au beau fixe", alors que le Maroc est un mauvais payeur de sa dette.

Mais on comprend, car en effet, un grand nombre de positions communes en matière de politique étrangère (Le Proche Orient, le Tchad, le Sahara Occidental, la Nouvelle Calédonie) de coopération qui englobe tous les domaines, y compris militaire, les intérêts économiques de la France au Maroc sont - et ont toujours été - de taille: déjà par la présence d'entreprises françaises, les échanges commerciaux, les investissements privés et publics dans de grands projets d'infrastructure. La France se taille la part du lion avec 25% du total des investissements étrangers.

Après la marocanisation, plus de 41% des capitaux du secteur privé restaient étrangers, et la part française représentait le tiers environ. Mais cela ne signifie pas nécessairement diminution du contrôle étranger: il s'exerce toujours par le biais du secteur public, par le jeu de la minorité de blocage fixée à 33.4 % du capital. (exemple: la société nationale d'investissement qui contrôle 24 sociétés: elle ne préside le conseil d'administration que dans deux cas!) et par la maîtrise de la technologie par les anciennes maisons mères: ainsi, Pechiney - Ugine Kuhlmann exerce-t-il un contrôle complet sur le fonctionnement et l'approvisionnement de ses anciennes filiales.

La France est le premier client et le premier fournisseur du Maroc. La balance commerciale franco-marocaine penche du côté français avec 31 Milliards de F d'excédents en 1985. En revanche, le bilan des transactions courantes s'établit au bénéfice du Maroc du fait de rapatriement des revenus des travailleurs marocains, du tourisme et de l'aide financière accordée par Paris.

Ce soutien financier continue bon an mal an "pour aider le Maroc à payer sa dette", ce qui est pratiquement impossible et des deux côtés on le sait. L'aide publique (dons et prêts) s'élevait en 1984 à 5 Md de Francs et en 1985 à 1.5 Md. Pour l'exercice 86/87, 1.3 Md ont été accordés dont 550 M de F pour l'amélioration de la balance des paiements et 750 M de F pour le financement de projets d'équipement d'infrastructure portuaire, de barrages et de matériels d'exploitation pour l'Office Chérifien des Phosphates et de réseaux de distribution d'électricité.

Certes, l'aide publique a diminué depuis 1983, mais étant donné que les échéances des anciennes dettes sont régulièrement reportées, assorties de meilleures conditions de paiement, elle est condamnée à durer indéfiniment. La France intervient ainsi, chaque année, à hauteur de 2 Md de Francs dans les rééchelonnements des dettes auxquels le Maroc a dû procéder.

Il s'agit bien de consentement mutuel dans cette affaire, consentement qui prévalait déjà à l'acte de Protectorat signé en 1910: Le Maroc était déjà sérieusement endetté et en situation de non paiement, notamment la famille royale, et c'est dans le souci de maintenir les échanges commerciaux, que ce nouveau cadre juridique, le Protectorat a été mis en place. Or, toutes les options économiques prises par le Maroc depuis l'indépendance, se situent toujours dans le même sillage.

" En définitive, c'est le contribuable français qui finance le train de vie des riches marocains"

(Philippe Brachet. "Descartes n'est pas marocain").

QUE DEMANDE LE FMI EN ECHANGE DE CREDITS ?

- * Dévaluation du Dirham
- * Suppression du contrôle de la Banque Centrale sur la monnaie
- * Privatisation du secteur public
- * Facilités accordées aux capitaux étrangers
- * Libéralisation du commerce extérieur et suppression de l'Office Chérifien du Commerce Extérieur
- * Augmentation de l'impôt direct
- * Diminution de l'impôt sur le capital
- * Diminution du budget de fonctionnement de l'Etat et suppression de postes
- * Réduction des budgets sociaux (santé, enseignement, logement)

- * Blocage des salaires
- * Suppression de la Caisse de Compensation des prix des produits de première nécessité.

Toutes ces mesures, progressivement appliquées par le Maroc depuis 1981 pour tenter de rééquilibrer sa balance des paiements, n'ont pas donné les effets escomptés; pire, elles ont abouti à des résultats inverses.

Non coupable du gaspillage des ressources et de l'anarchie économique, la population marocaine subit durement les conséquences directes de ces mesures draconiennes. Le FMI est ainsi entré dans la vie de chaque marocain, car l'ensemble de ces mesures touchent de près tous les domaines vitaux. Le plan d'austérité s'est accompagné de fermetures d'usines et de licenciements, d'une augmentation du chômage qui, avec ses formes déguisées, touche entre 5 à 6 millions de personnes dont la majorité sont des jeunes. Il n'y a pas d'allocations. La moitié des jeunes entre 20 et 24 ans est sans aucun travail.

Les employeurs profitent directement de cette situation: ils baissent les salaires, cassent les grèves, licencient arbitrairement ou mettent à la porte des accidentés du travail. La couverture sociale est presque inexistante.

Les petits commerçants et artisans sont également victimes de cette austérité à cause d'une charge d'impôts trop lourde.

Du fait de la baisse du pouvoir d'achat, les problèmes de logement sont devenus insurmontables. Le loyer représente la moitié du revenu des classes moyennes. Les loyers ne sont pas contrôlés et la spéculation immobilière est sans limite. L'exode rural contribue directement à l'expansion des bidonvilles d'une densité inimaginable où s'entasse 20% de la population urbaine. Ils sont démunis de tout équipement et deviennent des lieux de prolifération de maladies.

Se soigner est devenu un luxe, car il reste peu de chose de l'esprit d'une santé publique: payer 25 Dirhams par journée d'hospitalisation, les frais d'opération et de médicaments (sans remboursement!), sans compter les bakchichs habituels, n'est pas à la portée d'une famille moyenne de 6 à 8 personnes vivant d'un seul revenu. La suppression de milliers de postes dans la santé et l'apparition du chômage des médecins, ne font qu'aggraver une situation déjà déplorable puisque l'état sanitaire de la population au Maroc est

depuis longtemps reconnue être très alarmant ,
faute de moyens.

Le budget de l'enseignement a été jugé également par le FMI trop coûteux et peu rentable. Déjà, l'échec scolaire "organisé" depuis des années en témoigne et aboutit au démantèlement progressif du système éducatif: suppression du baccalauréat - blocage des projets d'équipements universitaires - suppression de milliers de postes d'enseignants dans le primaire - augmentation de l'âge scolaire porté à 7 1/2 avec l'application du principe de roulement par classe - interdiction aux fonctionnaires de passer des examens - encouragement à la privatisation des établissements scolaires....

Le taux d'analphabétisme est ainsi maintenu, voire renforcé par les mesures du FMI, car déjà en 1982, selon le dernier recensement officiel, il était de 82% en milieu rural et de 44% en milieu urbain. 35% seulement des enfants à la campagne étaient scolarisés.

Ainsi, c'est la faillite et l'impasse dans des secteurs entiers. Il faut ajouter à cela la désagrégation morale du secteur administratif comme en témoigne la corruption, le gaspillage et les nombreux scandales de détournement.

L'EXPLOSION POPULAIRE

PEUT SE PRODUIRE A TOUT MOMENT !

La modification de la structure sociale au Maroc est un processus qui s'amplifie de plus en plus: L'ensemble des restrictions a actuellement des répercussions sur la classe moyenne. La classe ouvrière se transforme, car la jeune génération parmi elle, est aujourd'hui plus cultivée et disposée à la revendication syndicale. On tend vers un renversement du rapport ville- campagne. L'exode rural s'oriente depuis quelques années vers les villes moyennes avec, là aussi, l'extension des bidonvilles et l'apparition du chômage. En 1990, la population urbaine représentera 50% et ce phénomène va se renforcer par la concentration foncière et la spéculation des prix sur les terrains cultivables touchés par les années de sécheresse.

L'augmentation du poids des jeunes due à un taux de croissance démographique qui est l'un des plus élevés dans le monde et leurs échecs scolaires et d'emploi, font qu'apparaissent des problèmes éthiques et sociaux: la drogue, la prostitution et la

délinquance. Le nombre jeunes traduits devant les tribunaux augmente chaque année de 15%. L'arrêt de l'émigration était dans les années 70 une porte de sortie aux problèmes.

En l'an 2000, le Maroc comptera 63 Millions d'habitants. L'alimentation de la population citadine posera alors un très grave problème. L'importation de céréales deviendra une priorité absolue entraînant l'augmentation des prix alimentaires. L'ensemble de ces facteurs constitue un risque d'explosion populaire permanent et on voit clairement pourquoi la politique économique au Maroc passe par la répression.

UNE SCIENCE FICTION

L'anarchie économique qui préside au Maroc dément de manière absolue les slogans officiels sur la planification et le libéralisme, puisqu'il s'agit d'un libéralisme sélectif et d'élite. Il a abouti à la régression de la production, à la décroissance du marché intérieur, à la diminution des exportations et des réserves en devises. La réticence des banques arabes à prêter de l'argent (notamment depuis la guerre Irak-Iran), l'augmentation des dépenses militaires pour la guerre au Sahara Occidental, les années de sécheresse: la conjonction de tous ces facteurs explique l'impasse actuelle et l'incapacité des structures en place à trouver une solution efficace à la crise. Et ni la baisse du dollar de 20%, ni celle du prix du pétrole, n'ont pu améliorer cette situation.

Le remboursement de la dette est du domaine de la science fiction. Par contre, la main-mise de l'étranger sur les centres de décisions économiques et sociales - donc la perte de la souveraineté nationale - , est une réalité bien tangible. Plus concrète et visible encore est la répression généralisée au sein de la population marocaine pour contenir l'explosion de la colère qui pourrait mettre fin à ce libéralisme dévergondé. Le jeu de poker des grands financiers internationaux pourrait, lui aussi, se trouver brusquement arrêté par un changement d'attitude des pays du tiers monde surendettés.

Les financiers internationaux sont euphoriques. Jamais tant d'argent n'a circulé aussi vite et généré autant de profits...

ACCORDS BILATERAUX ET AIDES INTERNATIONALES SUR UNE ANNEE

en millions de \$

(recensés entre Oct. 85 et Oct. 86 - source: Grand Maghreb N°45 - 52)



D'où viennent les crédits extérieurs et à quoi sont-ils destinés ? De quoi est constitué la dette marocaine ? Il est impossible de le préciser, faute de données. Mais une rapide étude des crédits alloués sur une année, entre octobre 85 et octobre 86, peut donner des indications significatives quant à leurs orientations et leurs origines.

ORGANISME	PAYS	DATE	MONTANT	OBJET
-	BELGIQUE	26.6.86	1.20 \$ *	EQUIPEMENT FERROVIAIRE
-	RFA	24.10.85	22 \$ *	PETITE AGRICULT. / MODERNISATION MINES DE JERRIDA
-	RFA	24.9.86	30 \$ *	AIDE AUX PETITS AGRICULTEURS
-	RFA	24.9.86	6.50 \$ *	ETUDES DANS LE DOMAINE AGRICOLE
-	USA	30.6.86	8 \$	AIDE A L'EXPORTATION
-	USA	13.6.86	20 \$	EXPORT. VERS LES USA DE PROD. AGRICOLES
-	USA	JUIN 86	1 \$	SANTE
BANQUE AFR. DE DEVT.		15.2.86	41 \$ *	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE
BANQUE AFRICAINE DE DEVT.		6.11.85	47.67 \$	DIVERS PROJETS AGRICOLES
BANQUE AFRICAINE DE DEVT.		18.12.85	49 \$	ENTRETIEN ROUTES
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVT.		SEPT.86	12 \$	IMPORTATION DE PETROLE BRUT
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVT.		18.12.85	20 \$	IMPORTATION DE PRODUITS D'ENERGIE
BANQUE MONDIALE		14.3.86	46 \$	IRRIGATION ET LES INVESTISSEMENTS CORRESPONDANTS
BANQUE MONDIALE		30.6.86	120 \$	CREDITS AGRICOLES
BANQUE MONDIALE		30.5.86	164 \$	EQUIPEMENT SECTEUR EDUCATION
BANQUE MONDIALE		14.3.86	22 \$	MODERNISATION DU PORT DE CASA ET MOHAMEDIA
BANQUE AFRICAINE DE DEVT.		26.6.86	65 \$	AGRICULTURE
FONDS ARABE DEVT. EC./SOC		7.7.86	157.50 \$	IRRIGATION
FAO		16.5.86	0.18 \$	AIDE D'URGENCE: SEMENCES RIZ
FAO		8.11.85	**	FORMATION DE CADRESPECHE. IRRIGATION
FONDS MONETAIRE ARABE		SEPT.86	9.50 \$	FINANCEMENT D'ECHANGES COMMERC. AVEC PAYS ARABES
FONDS D'AIDE AU DEVT ET	BOUES COMM. ESPAGNE	4.12.85	200 \$	FINANCEMENT D'IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES
FONDS KOWEITIEU DE DEVT.	KOWEIT	31.10.86	24 \$ *	PROJET EAU POTABLE A CASABLANCA
FONDS KOWEITIEU DE DEVT.	KOWEIT	27.6.86	0.24 \$ *	PROJETS AGRICOLRES ET HYDRAULIQUES
FONDS MONETAIRE ARABE		SEPT 86	22.50 \$	SOUTIEN AU PROGR. REDRESSEMENT FINANCIER
FONDS SAOUDIEN DE DEVT.	ARABIE SAOUDITE	27.6.86	51 \$ *	PROJETSS AGRICOLES ET HYDRAULIQUES
FONDS SAOUDIEN DE DEVT.	ARABIE SAOUDITE	20.10.86	18 \$ *	FINANCEM. PROJET ALIMENTATION EN EAU POTABLE CASA
PROGRAMME D'AIDE MONDIALE		13.12.85	18 \$	PROMOTION CULTURE CEREALES RIF OCCIDENTAL
PROGRAMME D'AIDE MONDIALE		20.6.86	4.60 \$	FORMATION JEUNESSE RURALE BATIMENT
STE FINANC. INTERNATIONALE		19.11.85	1.70 \$ *	SOUTIEN FIN. DE LA STE FRUMAT (JUS DE FRUITS)
USAID	USA	18.9.86	24.50 \$	ASSISTANCE FINANCIERE ET TECHNIQUE
FIDA		19.9.86	30 \$	PROMOTION DE LA "PETITE AGRICULTURE"
TOTAL:			1.237.09 \$	

* monnaie du pays - cours du \$: oct: 86

** montant non indiqué

Les aides apportées au secteur agricole moderne et d'irrigation se taillent la part du lion avec 48% du montant total de 1.237 millions de \$. Vient ensuite le financement des importations avec 19%. Par contre le soutien à l'exportation est 8 fois moindre. Les sommes accordées à l'enseignement sont relativement importantes, mais concernent essentiellement l'équipement (centres de formation professionnelle) et la formation de cadres agricoles. Les projets d'infrastructures visent uniquement les grands centres urbains: eau potable et port de Casablanca, l'équipement ferroviaire et entretien de routes. Aucun projet important pour venir en aide à la population démunie ou d'alphabétisation: 0,08 % pour la santé et 0,18% d'aide d'urgence (semences de riz).

Ces orientations reflètent assez fidèlement la politique de développement poursuivie par le Maroc avec tous les déséquilibres qu'elle comporte et sont sans effets sur la croissance économique; sauf en matière d'exportations agricoles, grâce une récolte exceptionnelle après les années de sécheresse. Ces aides renforcent par contre la dépendance du Maroc vis-à-vis de l'étranger.

Qui aide le Maroc? Un peu tout le monde, mais surtout les grandes organisations internationales: 11 accords sur 32, dont en premier lieu la Banque Mondiale avec près d'un tiers du montant total. Les pays occidentaux, y compris Israël (financement de l'importation de pétrole), sont intervenus avec 10 accords représentant 26 % du total. L'aide des banques et pays arabes: 23%, celle des pays et banques africains: 16%, les organisations humanitaires: 6,5%.

LE "RISQUE MAROCAIN" N'INSPIRE PAS CONFIANCE

Destiné aux exportateurs français, le MOCI a publié, en Janvier 87, un article sur les prévisions de risques d'un certain nombre de pays endettés. Au sujet du Maroc, il est dit: risques politiques: prévisions à 18 mois: Hassan II 75%. Troubles modérés. A 5 ans: Hassan II 60%. Troubles modérés. Autrement dit, régime relativement stable, pour le moment.

Risque commercial: Droits et taxes: niveau actuellement modéré. Les barrières de protection sont modestes. Difficultés de paiement.

Risque industriel: Niveau actuel des restrictions bas. La réglementation en cours permet 100% de capital étranger dans beaucoup de secteurs. Les intérêts étrangers sont protégés. Le gouvernement veut encourager l'investissement extérieurs. Rapatriement du capital sans restriction.

Risque financier: Après 3 ans de rééchelonnement la situation financière est très difficile. La dette extérieure dépasse de plus 100% le PNB. Le service de la dette représente 34% des exportations de biens et services. La Banque Mondiale met en place des crédits importants: prêts d'ajustement sectoriel (financement d'importations) pour l'agriculture (120 M), l'industrie (200 M) et l'éducation (150 M). D'autres crédits sont en projet pour la restructuration des entreprises publiques (200 M) et la réforme globale du budget (200 à 300 M). De leur côté, les gouvernements créanciers ont accepté d'étaler sur 9 ans le remboursement des emprunts arrivant à échéance entre 1985 et Février 1987 (970 M).

Le Maroc se trouve sans cesse confronté à une situation de pénurie de devises. La Banque du Maroc s'est même trouvée en situation de réserves négatives.

L'ORIGINE

DE LA DETTE DES PAYS AFRICAINS

Les pays africains s'endettent brusquement entre 1974 et 1979: les emprunts sur les marchés financiers sont multipliés par dix: presque tous les prix des matières premières africaines s'envolent et ces augmentations suscitent bien des espoirs. Les recettes publiques accrues permettent de desserrer les budgets de misère et de mettre en route des programmes d'investissement. La certitude que la hausse se poursuivra incite à emprunter pour engranger plus vite les résultats.

Et survient la baisse: le cacao, le café, le thé, le sucre, l'huile d'arachide, le sisal et les phosphates voient leurs prix s'effondrer de 40% à 65% en moins de cinq ans. L'endettement des pays africains - dont certains peuvent être qualifiés de potentiellement riches sur le plan de leurs ressources - est inégal ainsi que les prélèvements auquel il donne lieu. Des choix nationaux nettement différenciés, des conditions économiques inégales du côté des débiteurs, mais aussi des stratégies divergentes de la part des bailleurs de fonds; il serait vain de vouloir trouver une logique homogène de l'endettement et de sa gestion. Ainsi, **aucune corrélation ne peut être mise en évidence entre les niveaux de pauvreté et d'endettement.** Ces disparités trouvent leur pendant, si l'on examine les taux de charge qui exprime des conditions de remboursement plus ou moins favorable (l'éventail peut aller de 2% jusqu'à 25% selon les pays.)

Mais les emprunts n'ont pas permis de faire face à la dette. Le fameux mécanisme de la croissance induite par les capitaux n'a pas joué. Les années durant lesquelles l'Afrique s'est le plus endettée coïncident avec celles de la crise et des déséquilibres mondiaux d'une ampleur jusque là inconnue marquée par la restructuration des industries des pays développés. Elle les incite à vendre à l'exportation et font pour cela pression sur les banques - enrichies par les pétro-dollars et les déséquilibres financiers-. Les gouvernements d'un certain nombre de pays de l'OCDE ont, pour soutenir leurs industriels, engagé leur diplomatie dans la course aux marchés, et les "contrats du siècle" se sont multipliés en quelques années.

Depuis le reflux à partir de 1980 due à la baisse des prix des matières premières africaines, l'Afrique est devenu à cause du remboursement de ses dettes exportatrice nette de capitaux. La charge du service de la dette s'apparente à un prélèvement unilatéral, à un appauvrissement pur et simple. Les dettes de l'Afrique noire représentaient en 1984 trois fois les ressources d'exportations. Les renégociations, indispensables pour éviter le

défaut de paiement, ne font qu'étaler les contraintes sur une période plus longue sans en changer la nature.

Le volume total de la dette des pays en voie de développement a augmenté de 200 Milliards de \$ en trois ans, pour dépasser aujourd'hui les MILLE Milliards, l'équivalent du budget des Etats Unis.

LES GRANDES BANQUES COMMERCIALES

Les banques commerciales du monde occidental ont joué un rôle de "prêteur du tiers-monde" qui n'a cessé de croître, jusqu'à ce que la crise de 1982 vienne freiner leurs élans. Au cours de la décennie 70, surtout dans les dernières années, les banques "recyclaient" les dépôts considérables que les pays producteurs de pétrole avaient accumulé auprès d'elles, l'un des meilleurs moyens d'employer ces abondantes disponibilités était de consentir des prêts aux pays en voie de développement. Ces prêts dit "souverains" étaient considérés comme très sûrs, puisqu'ils étaient contractés ou garantis par les Etats emprunteurs, personne n'aurait pu dire, à l'époque, quel était l'encours total des créances sur les PVD... Ce qui explique pourquoi les banques, incapables d'affecter un "coefficient de risque", avaient constitué un niveau de provisions qui s'est révélé tout à fait insuffisant lorsque éclata la crise de l'endettement déclenché en 1982 par le Mexique. Depuis, les prêts bancaires ont très sensiblement diminué; mais pour éviter de rayer d'un trait de plume une partie de leurs créances, les banques doivent fournir aux débiteurs au moins de quoi payer les intérêts de la dette - ce qui confère à celle-ci un caractère permanent et cumulatif, car le créancier risque de disparaître lui-même, s'il provoque la mise en défaut de ses débiteurs.

Les petits et les gros malins qui ont investi en actions sur le marché de la Bourse de New York depuis Août 1982, ont empoché quelques 500 Milliards de dollars de bénéfices, estime le Wall Street Journal....

A Paris, la bourse bat le record du monde de la hausse: 300% en 5 ans....

LE TRIPLE ROLE DU FMI

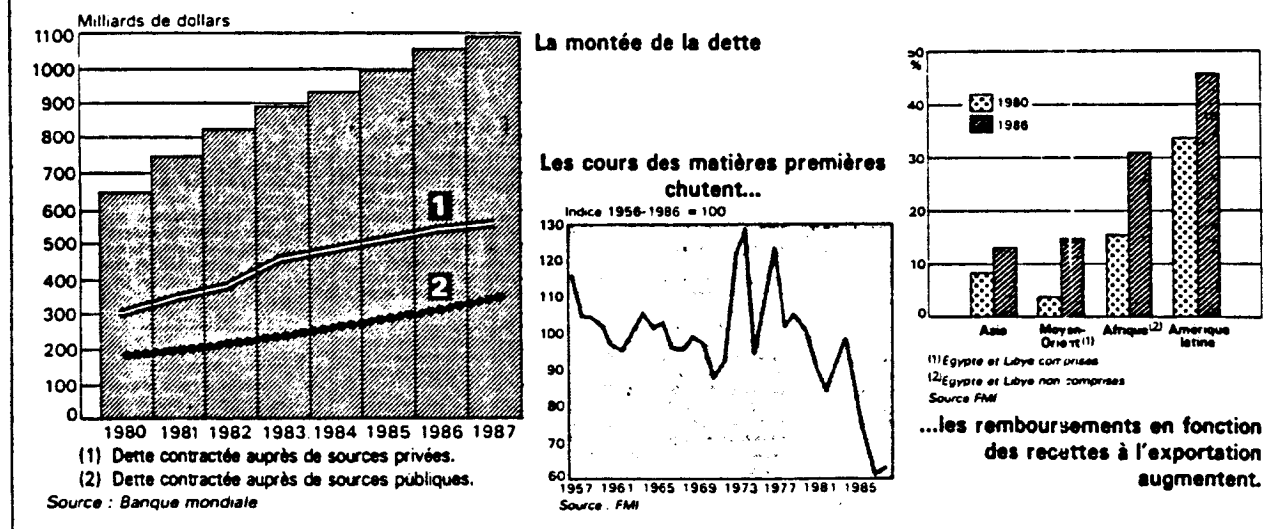
Le rôle de bailleur de fonds: Grâce aux contributions de ses 148 membres comprenant la plupart des Etats membres de l'ONU, le FMI peut accorder, sur ses fonds propres, des crédits aux pays en difficultés qui peuvent dépasser 4 fois la valeur de leur quote part. Mais il court ainsi le risque de se voir lui-même acculé à une position financière difficile, ce qui a failli se produire avant l'augmentation de 47.5% des contributions (portées à 100 Milliards \$) en 1983. Les grands pays industriels (Etats-Unis, Grande Bretagne, R.F.A., France et Japon, ainsi que l'Arabie Saoudite), gardent une influence prépondérante pour déterminer les règles de fonctionnement et les moyens mis à disposition. Mais les montants de ces crédits ne sont pas les plus importants et même tout à fait insuffisants face à l'endettement total du tiers monde: plus de mille milliards \$.

Les Droits de Tirage Spéciaux (DTS): Le FMI a le pouvoir de battre monnaie sous forme de tirages spéciaux composés d'un panier de 5 monnaies (dollar, Livre, DM, Franc, Yen) qui peuvent être "alloués" à l'ensemble des pays membres en cas de pénurie de liquidités internationales sans contrepartie apparente (sinon sous forme d'inflation). Les DTS donnent aux détenteurs le droit de tirer, dans une certaine limite, des monnaies désignées par le Fonds. Ces possibilités sont cependant insuffisantes pour répondre aux demandes de devises.

La caution: Les pays très endettés éprouvent donc le besoin de se tourner vers d'autres prêteurs et en particulier vers les banques commerciales. Mais depuis l'éclatement de la crise mexicaine, elles ne prêtent qu'à la condition que le pays demandeur ait conclu préalablement un accord avec le FMI, assorti d'un programme d'ajustement souvent draconien. Le pays solliciteur lui expose les objectifs et les moyens de sa politique de redressement (document rédigé en réalité largement par les experts du FMI). En fait, le Fonds va parfois jusqu'à faire pression sur les banques commerciales pour qu'elles continuent à faire crédit à des pays dont la faillite pourrait entraîner leur propre ruine. En apportant ainsi sa caution morale (en vue du remboursement), le Fonds garantit son soutien au gouvernement.

Initialement, le rôle du FMI consistait uniquement à contrôler et surtout à assurer une régulation dans les échanges monétaires internationaux et de consentir des concours temporaires aux pays souffrant d'un déséquilibre de leurs paiements extérieurs.

Le piège de l'endettement



LES DEFAILLANCES DU FMI

Les programmes du fonds ont mis l'accent sur une meilleure allocation des ressources et des investissements, une attention particulière a été accordée aux politiques des prix afin de mobiliser l'épargne et encourager les investissements privés.

D'autre part, et afin de rétablir la stabilité financière, on a cherché à limiter le caractère expansionniste des politiques budgétaires, ce qui a permis aux autorités monétaires de privilégier le financement du secteur privé et d'appliquer une politique de crédits. Les programmes du fonds ont également prévu des restrictions aux importations et des politiques de taux de change plus réalistes et conformes aux réalités économiques des pays africains.

Dans l'ensemble, il apparaît que les résultats ont été loin de correspondre aux ambitions: ni au niveau de la croissance, ni dans la lutte contre l'inflation, ni dans l'amélioration des paiements extérieurs.

D'ailleurs, les pays africains qui ont appliqué de tels programmes considèrent que le fonds a une vision à court terme des problèmes de paiement, conception qui néglige la nature structurelle des équilibres et des exigences à long terme du développement des pays concernés. Elle méconnaît la vulnérabilité des économies africaines aux chocs extérieurs. Ne pouvant recourir au crédit commercial privé, ces pays ont été obligés d'appliquer des programmes d'ajustement qui se sont traduits par des réductions massives des importations, ce qui n'a pas manqué d'affecter la croissance économique et le bien-être des populations. L'ajustement par l'expansion des exportations (suivi par peu de pays africains) est rendu plus difficile à cause du niveau peu élevé de la demande étrangère et de l'aggravation du protectionnisme des pays industrialisés.

Les pays africains considèrent les programmes du FMI **injustes**, parce qu'en corrigeant les déficits de paiement, le fonds fait porter le poids de l'ajustement sur les pays déficitaires, et **inefficaces** parce que certains instruments recommandés ne peuvent, par nature, produire les résultats attendus, il en est ainsi, par exemple, de la modification de la parité de la monnaie nationale. Les programmes du FMI, assortis d'une conditionnalité très dure, ont perdu de vue l'harmonie qui doit présider aux relations commerciales, financières et monétaires dans leur ensemble. Les mesures du fonds sont inadaptés aux problèmes réels de l'Afrique.

* * * * *

Bibliographie:

- Afrique Asie. N° 393
- "Descartes n'est pas Marocain". Philippe Brachet
- Dynasteurs. Mars 1987
- Grand Maghreb. N° 45 à 52
- La lettre de SOLAGRAL. Avril 1986
- Lamalif. Février 1987
- Le MOCI. janvier 1987
- Le Monde Diplomatique. Avril. Mars. Août 1986
- Le Monde - Dossiers et Documents. N° 123
- Marchés Tropicaux. Janvier. Février 1987
- "Rencontre avec le Maroc". Claude Ariam

Les programmes du Fonds ont mis l'accent sur une meilleure allocation des ressources et des investissements, une attention particulière a été accordée aux politiques des prix et de la monnaie. L'objectif principal est d'encourager les investissements privés.

D'autre part, et afin de réduire la dépendance financière, on a cherché à limiter le recours à l'étranger pour financer les politiques budgétaires, ce qui a permis aux gouvernements de réduire le déficit du secteur public et d'augmenter les dépenses de capital. Les programmes du Fonds ont également permis de renforcer les institutions et les politiques de base de change plus résilientes et conformes aux réalités économiques des pays africains.

Pour l'ensemble, il apparaît que les résultats ont été positifs et que les programmes ont permis de réduire la dépendance à l'égard du FMI, ce qui est une bonne nouvelle. Les programmes ont également permis de renforcer les institutions et les politiques de base de change plus résilientes et conformes aux réalités économiques des pays africains.

En outre, les pays africains ont été encouragés à faire progresser considérablement les programmes de réforme structurelle. Ces programmes ont permis de réduire la dépendance à l'égard du FMI, ce qui est une bonne nouvelle. Les programmes ont également permis de renforcer les institutions et les politiques de base de change plus résilientes et conformes aux réalités économiques des pays africains.

Les pays africains ont également été encouragés à faire progresser considérablement les programmes de réforme structurelle. Ces programmes ont permis de réduire la dépendance à l'égard du FMI, ce qui est une bonne nouvelle. Les programmes ont également permis de renforcer les institutions et les politiques de base de change plus résilientes et conformes aux réalités économiques des pays africains.

MAROC *informations*

Abonnement simple: 50 F

Abonnement de soutien: 100 F ou plus

Adhésion: 100 f ou plus

Comité Français d'Amitié et de Solidarité avec le Peuple Marocain

59. rue de la Fontaine au Roi Paris 11

CCP N° 15 149 86 E Paris